

Art. 7. Dit decreet treedt in werking op 1 oktober 2020.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 1 oktober 2020.

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Vice-Minister-President en Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie,
Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,
W. BORSUS

De Vice-Minister-President en Minister van Klimaat, Energie en Mobiliteit,
Ph. HENRY

De Vice-Minister-President en Minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie,
Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,
C. MORREALE

De Minister van Begroting en Financiën, Luchthavens en Sportinfrastructuren,
J.-L. CRUCKE

De Minister van Huisvesting, de Plaatselijke Besturen en het Stedenbeleid,
P.-Y. DERMAGNE

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging,
belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,
V. DE BUE

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,
C. TELLIER

—
Nota

(1) Zitting 2019-2020.

Stukken van het Waals Parlement, 260 (2019-2020) Nrs. 1 tot 6.

Volledig verslag, openbare vergadering van 30 september 2020.

Bespreking.

Stemming.

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2020/204147]

1^{er} OCTOBRE 2020. — Décret relatif à l'allocation pour l'aide aux personnes âgées et portant modification du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Disposition générale*

Article 1^{er}. Le présent décret règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128 de celle-ci.

CHAPITRE II. — *Insertion d'un Livre IIIquater dans la première partie du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé*

Art. 2. Dans la première partie du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé, il est inséré un Livre IIIquater intitulé " Allocation pour l'aide aux personnes âgées ".

Art. 3. Dans le même Livre, inséré par l'article 2, il est inséré un titre I^{er} intitulé " Définitions ".

Art. 4. Dans le titre I^{er} inséré par l'article 3, il est inséré un article 43/32 rédigé comme suit :

" Art. 43/32. Pour l'application du présent livre, l'on entend par :

1° l'allocation : l'allocation pour l'aide aux personnes âgées accordée à la personne handicapée âgée d'au moins 65 ans dont le manque ou la réduction d'autonomie est établi;

2° le domicile : l'adresse inscrite au registre de la population ou au registre des étrangers d'une commune sise sur le territoire de la région de langue française;

3° le demandeur : la personne introduisant une demande d'allocation, affiliée à un organisme assureur wallon ou rattachée au dernier organisme assureur wallon connu et domiciliée, le cas échéant par le biais d'une adresse de référence au sens de l'article 20, § 3, de l'arrêté royal du 16 juillet 1992 relatif au registre de la population et au registre des étrangers, sur le territoire de la région de langue française et ce, sans préjudice des dispositions en matière de libre circulation européenne et des conventions bilatérales en matière de sécurité sociale applicables;

4° les organismes assureurs wallons : les organismes assureurs wallons visés à l'article 43/3, § 1^{er} ;

5° la loi coordonnée du 14 juillet 1994 : la loi du 14 juillet 1994 relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités coordonnée le 14 juillet 1994;

6° le représentant : soit :

a) le représentant légal ou judiciaire;

b) le mandataire;

c) la personne disposant d'une procuration sous seing privé;

7° le service administratif : tout service qui fournit des informations à l'organisme assureur wallon. ».

Art. 5. Dans le Livre III*quater*, inséré par l'article 2, il est inséré un titre II intitulé " Régime de l'allocation pour l'aide aux personnes âgées ".

Art. 6. Dans le titre II, inséré par l'article 5, il est inséré un article 43/33 rédigé comme suit :

" Art. 43/33. Le paiement de l'allocation pour l'aide aux personnes âgées est accordé au demandeur qui satisfait aux conditions édictées à l'article 43/35, qui est âgé d'au moins soixante-cinq ans et dont le manque ou la réduction d'autonomie est établi. ».

Art. 7. Dans le même titre II, il est inséré un article 43/34 rédigé comme suit :

" Art. 43/34. Le paiement de l'allocation ne peut pas être cumulé avec une des interventions suivantes :

1° une allocation de remplacement de revenus ou une allocation d'intégration payée en vertu de la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux personnes handicapées;

2° une allocation ordinaire ou une allocation spéciale payée en vertu de la loi du 27 juin 1969 relative à l'octroi d'allocations aux personnes handicapées;

3° une allocation pour l'aide d'une tierce personne payée en vertu de la loi du 27 juin 1969 relative à l'octroi d'allocations aux personnes handicapées;

4° une allocation complémentaire ou allocation de complément du revenu garanti aux personnes âgées payée en vertu de la loi du 27 juin 1969 relative à l'octroi d'allocations aux personnes handicapées.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, le demandeur qui bénéficie d'une allocation visée dans l'une des catégories de l'alinéa 1^{er}, continue à percevoir cette allocation jusqu'à ce que, à l'occasion d'une révision effectuée à sa demande ou d'office, une décision en application du présent livre ait été prise à son égard et lui soit plus avantageuse. ».

Art. 8. Dans le même titre II, il est inséré un article 43/35 rédigé comme suit :

" Art. 43/35. § 1^{er}. L'allocation peut être octroyée uniquement à un demandeur qui est soit :

1° belge;

2° ressortissant d'un État membre de l'Union européenne;

3° une personne visée par les accords d'association euro-méditerranéens avec le Maroc, l'Algérie, la Turquie ou la Tunisie, satisfaisant aux conditions du règlement (CE) n° 883/2004 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 sur la coordination des systèmes de sécurité sociale, ci-après dénommé le règlement n° 883/2004;

4° apatride en application de la Convention relative au statut des apatrides, signée à New York le 28 septembre 1954 et approuvée par la loi du 12 mai 1960;

5° réfugié visé à l'article 49 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers;

6° ressortissant de l'Islande, du Liechtenstein, de la Norvège ou de la Suisse, satisfaisant aux conditions du règlement n° 883/2004;

7° le conjoint, le cohabitant légal, ou un autre membre de la famille, au sens du règlement n° 883/2004, d'une personne telle que visée aux catégories définies aux 1° à 5°, ou d'un ressortissant d'un État visé à la catégorie définie au 6°, qui ne sont pas elles-mêmes ressortissantes de ces États;

8° exclu des catégories définies aux 1° à 7°, mais qui a bénéficié jusqu'à l'âge de 21 ans de la majoration de l'allocation familiale prévue à l'article 47, § 1^{er}, des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés ou à l'article 20, § 2, de l'arrêté royal du 8 avril 1976 établissant le régime des prestations familiales en faveur des travailleurs indépendants.

Conformément à l'alinéa 1^{er}, 7°, l'on entend par membre de la famille du ressortissant les enfants mineurs, ainsi que les enfants majeurs, les père, mère, beau-père et belle-mère à charge du ressortissant. Est considéré comme étant à charge du ressortissant, la personne qui vit sous le même toit que le ressortissant et qui est considérée comme personne à charge du ressortissant au sens de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnées le 14 juillet 1994.

§ 2. Le Gouvernement peut aux conditions qu'il fixe, étendre l'application de la présente disposition à d'autres catégories de personnes que celles visées au paragraphe 1^{er}.

§ 3. Si une personne à laquelle l'allocation a été octroyée ne satisfait plus aux conditions visées aux paragraphes 1^{er} ou 2, le droit à cette allocation est retiré. Lorsqu'elle satisfait à nouveau à ces conditions, elle peut introduire une nouvelle demande.

§ 4. La personne qui s'absente pendant plus de 90 jours consécutifs, par année civile de la Belgique est obligée d'en aviser son organisme assureur wallon au moins un mois avant son départ, en indiquant la durée présumée du séjour à l'étranger, les raisons de ce séjour et en fournissant d'initiative chaque année un certificat de vie.

§ 5. Le Gouvernement peut fixer la manière dont est opéré le contrôle du respect de la présente disposition. ».

Art. 9. Dans le Livre III*quater*, inséré par l'article 2, il est inséré un titre III intitulé " Montant de l'allocation ".

Art. 10. Dans le titre III inséré par l'article 9, il est inséré un article 43/36 rédigé comme suit :

" Art. 43/36. Le Gouvernement détermine à partir de quel degré, selon quels critères, de quelle manière et par qui le manque ou la réduction d'autonomie est établi. ».

Art. 11. Dans le même titre III, il est inséré un article 43/37 rédigé comme suit :

" Art. 43/37. § 1^{er}. Le montant de l'allocation varie selon le degré de l'autonomie du bénéficiaire déterminé par l'évaluation visée à l'article 43/36, et selon la catégorie à laquelle le bénéficiaire appartient :

1° à la catégorie 1 appartient la personne handicapée dont le degré d'autonomie est fixé à 7 ou 8 points, elle perçoit une allocation pour l'aide aux personnes âgées qui s'élève à 1.062,55 euros;

2° à la catégorie 2 appartient la personne handicapée dont le degré d'autonomie est fixé de 9 à 11 points, elle perçoit une allocation pour l'aide aux personnes âgées qui s'élève à 4.056,00 euros;

3° à la catégorie 3 appartient la personne handicapée dont le degré d'autonomie est fixé de 12 à 14 points, elle perçoit une allocation pour l'aide aux personnes âgées qui s'élève à 4.931,45 euros;

4° à la catégorie 4 appartient la personne handicapée dont le degré d'autonomie est fixé à 15 ou 16 points, elle perçoit une allocation pour l'aide aux personnes âgées qui s'élève à 5.806,63 euros;

5° à la catégorie 5 appartient la personne handicapée dont le degré d'autonomie est fixé à 17 ou 18 points, elle perçoit une allocation pour l'aide aux personnes âgées qui s'élève à 7.132,63 euros.

Les montants mentionnés dans le présent article sont liés à l'indice-pivot 107,20 des prix à la consommation (base 2013 = 100) conformément aux dispositions de la loi du 2 août 1971 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation des traitements, salaires, pensions, allocations et subventions à charge du Trésor public, de certaines prestations sociales, des limites de rémunération à prendre en considération pour le calcul de certaines cotisations de sécurité sociale des travailleurs, ainsi que des obligations imposées en matière sociale aux travailleurs indépendants.

§ 2. Outre le degré d'autonomie, il est tenu compte, pour fixer le montant de l'allocation, des revenus du ménage, évalués sur la base des résultats d'une enquête menée selon les modalités précisées par le Gouvernement. ».

Art. 12. Dans le même titre III, il est inséré un article 43/38 rédigé comme suit :

" Art. 43/38. § 1^{er}. L'allocation est octroyée moyennant l'imputation des revenus du ménage.

Le paiement de l'allocation est accordé uniquement si le montant des revenus du demandeur et le montant des revenus de la personne avec laquelle il forme un ménage ne dépassent pas le montant des allocations visé à l'article 43/37.

§ 2. Le Gouvernement détermine ce qu'il faut entendre par revenu à prendre en compte, et par qui, selon quels critères et de quelle manière le montant est fixé.

Le Gouvernement peut arrêter que certains revenus ou certaines parties du revenu ne sont pas ou sont uniquement pris en compte partiellement, aux conditions fixées par lui. A cet effet, il peut faire une distinction sur la base :

1° de la composition du ménage du demandeur;

2° des membres du ménage pour lesquels le revenu est déterminé;

3° de la source du revenu.

§ 3. Le demandeur et la personne avec laquelle il forme un ménage doivent faire valoir leurs droits :

1° aux prestations et indemnités auxquelles elles peuvent prétendre en vertu d'une autre législation belge ou étrangère ou en vertu de règles applicables au personnel d'une institution internationale publique, et qui trouvent leur fondement dans une limitation de la capacité de gain, dans un manque ou une réduction de l'autonomie ou dans les articles 1382 et suivants du Code civil relatif à la responsabilité civile;

2° à des prestations sociales relatives à la maladie et l'invalidité, au chômage, aux accidents du travail, aux maladies professionnelles, aux pensions de retraite et de survie, à la garantie de revenus aux personnes âgées et au revenu garanti pour personnes âgées.

§ 4. Pour l'application de la présente disposition, l'on entend par ménage toute cohabitation de deux personnes qui ne sont pas parentes ou alliées au premier, deuxième ou troisième degré.

L'existence d'un ménage est présumée lorsque deux personnes qui ne sont pas parentes ou alliées au premier, deuxième ou troisième degré, ont leur domicile à la même adresse. La preuve du contraire peut être apportée par tous les moyens possibles par le demandeur.

Lorsqu'un des membres du ménage est détenu dans un établissement pénitentiaire ou dans un établissement de défense sociale, le ménage cesse d'exister pendant la durée de la détention.

§ 5. L'allocation visée au paragraphe 1^{er} peut être accordée au demandeur à titre d'avance sur les prestations et indemnités visées au paragraphe 3.

Le Gouvernement détermine dans quelles conditions, selon quelles modalités et jusqu'à concurrence de quel montant ces avances peuvent être accordées, ainsi que leur mode de récupération. L'organisme assureur wallon est subrogé aux droits du bénéficiaire jusqu'à concurrence du montant des avances versées. Le cas échéant, il récupère les avances sur les prestations et indemnités auprès du bénéficiaire. "

Art. 13. Dans le Livre III^{quater}, inséré par l'article 2, il est inséré un titre IV intitulé " Procédure ".

Art. 14. Dans le titre IV inséré par l'article 13, il est inséré un article 43/39 rédigé comme suit :

" Art. 43/39. § 1^{er}. La demande de prise en charge au titre de paiement de l'allocation pour l'aide aux personnes âgées est introduite par le demandeur, son représentant, ou un des professionnels désignés par le Gouvernement, auprès de son organisme assureur wallon ou l'organisme assureur wallon avec lequel une convention de gestion de l'allocation pour l'aide aux personnes âgées a été établie.

Le Gouvernement détermine les modalités d'introduction de la demande ou de la nouvelle demande, ainsi que la date de prise de cours de la décision d'octroi ou de refus de l'organisme assureur wallon.

Le Gouvernement détermine les cas dans lesquels une nouvelle demande peut être introduite ainsi que les cas dans lesquels le droit à l'allocation est revu d'office ainsi que la date de prise de cours de la révision.

Le Gouvernement détermine les cas dans lesquels une décision peut être rapportée.

§ 2. Après vérification des conditions visées aux articles 43/33 à 43/38, l'organisme assureur wallon traite la demande d'allocation en calculant le revenu du bénéficiaire et de la personne avec laquelle il forme un ménage. Le Gouvernement détermine les délais dans lesquels les organismes assureurs wallons examinent les demandes d'allocation, étant entendu qu'ils ne peuvent pas excéder six mois à partir du dépôt de la demande ou du changement donnant lieu à révision.

L'allocation porte intérêt de plein droit, uniquement pour le demandeur, à partir de la date de son exigibilité et au plus tôt à partir de la date découlant de l'alinéa 1^{er}. Ces intérêts sont calculés au taux légal. Les données nécessaires au calcul des revenus, y compris des nouvelles données susceptibles de donner lieu à une modification du montant de l'allocation, sont recueillies auprès du Service fédéral des pensions, de la banque de données de pension, du SPF Finances ou des institutions chargées du paiement des revenus concernés, sans préjudice des dispositions de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale.

Le Gouvernement détermine les données nécessaires à l'évaluation des conditions d'octroi de l'allocation à communiquer par le demandeur ainsi que les modalités et les délais de communication.

§ 3. En cas d'ouverture du droit au paiement de l'allocation, celle-ci est payée au bénéficiaire selon les règles établies par le Gouvernement.

L'allocation payée indûment porte intérêt de plein droit à partir du paiement, si le paiement indu résulte de fraude, de dol ou de manœuvres frauduleuses de la part du demandeur. ».

Art. 15. Dans le même titre IV, il est inséré un article 43/40 rédigé comme suit :

" Art. 43/40. § 1^{er}. Selon les modalités définies par le Gouvernement, l'organisme assureur wallon notifie au demandeur la décision d'octroi par courrier simple et par envoi recommandé la décision de révision ou de refus de l'allocation.

La décision d'octroi, de révision ou de refus de l'allocation contient, à peine de nullité, les mentions suivantes :

- 1° la possibilité d'intenter un recours devant le tribunal du travail compétent;
- 2° l'adresse du tribunal compétent;
- 3° le délai et les modalités pour intenter un recours;
- 4° le contenu des articles 728 et 1017 du Code Judiciaire;
- 5° les références du dossier et du service qui gère celui-ci;
- 6° la possibilité d'obtenir toute explication sur la décision auprès du service qui gère le dossier ou d'un service d'information désigné;
- 7° le détail des données relatives aux revenus prises en considération, ainsi que l'identification du service ou l'institution ayant fourni ces données.

Si la décision ne contient pas les mentions prévues à l'alinéa 1^{er} le délai de recours ne commence pas à courir.

§ 2. Lorsqu'il est constaté que la décision est entachée d'une erreur de droit ou matérielle, l'organisme assureur wallon prend d'initiative une nouvelle décision produisant ses effets à la date à laquelle la décision rectifiée aurait dû prendre effet et ce, sans préjudice des dispositions légales et réglementaires en matière de prescription.

La nouvelle décision produit ses effets, en cas d'erreur due au service administratif ou à l'organisme assureur wallon, le premier jour du mois qui suit la notification, si le droit au paiement de l'allocation est inférieur à celui reconnu initialement.

Les paiements indus résultant d'une erreur imputable à l'organisme assureur wallon sont à charge de ce dernier. ».

Art. 16. Dans le même titre IV, il est inséré un article 43/41 rédigé comme suit :

" Art. 43/41. Si le contrôle de la qualité d'une décision révèle le caractère incorrect de celle-ci, une nouvelle notification du bénéfice ou du refus du paiement de l'allocation est adressée au demandeur selon les modalités fixées par le Gouvernement. ».

Art. 17. Dans le même titre IV, il est inséré un article 43/42 rédigé comme suit :

" Art. 43/42. Le Gouvernement détermine les cas dans lesquels l'allocation est totalement ou partiellement suspendue à l'égard des bénéficiaires détenus dans les établissements pénitentiaires ou internés dans les établissements de défense sociale, ainsi que la durée de la suspension. "

Art. 18. Dans le même titre IV, il est inséré un article 43/43 rédigé comme suit :

" Art. 43/43. Le Gouvernement détermine les termes échus et non payés des allocations dont le paiement peut être effectué après le décès du bénéficiaire, les personnes physiques auxquelles ils sont payés, l'ordre dans lequel ces personnes peuvent exercer leur droit et les formalités à observer, ainsi que le délai d'introduction de la demande. "

Art. 19. Dans le même titre IV, il est inséré un article 43/44 rédigé comme suit :

" Art. 43/44. Les informations recueillies, conservées ou reproduites par l'organisme assureur wallon sous forme électronique font foi pour autant qu'elles aient été enregistrées, conservées ou reproduites conformément à l'arrêté royal du 7 décembre 2016 relatif à la force probante des données traitées par les institutions de sécurité sociale. ».

Art. 20. Dans le même titre IV, il est inséré un article 43/45 rédigé comme suit :

« Art. 43/45. Le Gouvernement prévoit les cas où l'organisme assureur wallon renonce d'office à la récupération des allocations payées indûment.

Le Gouvernement met en place un comité de renonciation visé à l'article 43/52 qui peut renoncer pour les cas dignes d'intérêt en tout ou en partie à la récupération des allocations payées indûment sur base du dossier constitué.

Le Gouvernement détermine le mode d'introduction de la demande en renonciation. La demande en renonciation est motivée. ».

Art. 21. Dans le même titre IV, il est inséré un article 43/46 rédigé comme suit :

" Art. 43/46. § 1^{er}. La récupération des allocations versées indûment se prescrit par deux ans à compter de la date du paiement.

Le délai prévu à l'alinéa 1^{er} est porté à cinq ans lorsque les sommes indues ont été perçues suite à des manœuvres frauduleuses ou à des déclarations fausses.

§ 2. La décision de récupération est, sous peine de nullité, portée à la connaissance des débiteurs par envoi recommandé.

Cet envoi mentionne :

- 1° la constatation de l'indu;
- 2° le montant total de l'indu, ainsi que le mode de calcul;
- 3° le contenu et les références des dispositions en infraction desquelles les paiements ont été effectués;
- 4° le délai de prescription pris en considération, et, lorsqu'il n'est pas de deux ans, sa justification ainsi que l'interruption de la prescription par le dépôt de l'envoi du recommandé;
- 5° la possibilité d'intenter un recours devant le tribunal du travail compétent;
- 6° l'adresse du tribunal compétent;

7° le délai et les modalités pour intenter un recours;

8° le contenu des articles 728 et 1017 du Code Judiciaire;

9° les références du dossier et la possibilité d'obtenir toute explication sur la décision auprès du service qui gère le dossier ou d'un service d'information désigné;

10° la possibilité de soumettre une proposition motivée en vue d'un remboursement étalé;

11° la possibilité pour la personne handicapée d'introduire une demande de renonciation des allocations payées indûment auprès du comité de renonciation visé à l'article 43/52 sauf si le paiement indu résulte de fraude, de dol ou de manœuvres frauduleuses.

Si la décision ne contient pas les mentions prévues à l'alinéa 2, le délai de recours ne commence pas à courir.

§ 3. Le délai de la prescription est interrompu par le dépôt de l'envoi recommandé, par la procédure judiciaire, par la récupération, par le remboursement volontaire effectué par le bénéficiaire.

§ 4. En cas de prestations indûment versées, les organismes assureurs wallons procèdent à la récupération des montants dans le respect du paragraphe 1^{er}.

Sans préjudice des voies de recouvrement ordinaires, les organismes assureurs wallons peuvent, dans le respect de l'article 1410, § 4, du Code judiciaire, retenir sur les allocations ultérieures les sommes qu'ont à payer, à titre de remboursement d'allocations indûment touchées, les personnes à qui les allocations sont dues ou doivent être versées.

Si les montants échus non encore versés sont supérieurs à l'indu, la différence entre les arriérés et la dette est payée au bénéficiaire.

§ 5. A défaut pour l'organisme assureur wallon de pouvoir récupérer les allocations indûment versées, la récupération peut être opérée à la demande de celui-ci par un service ou un organisme versant l'une des prestations visées au paragraphe 1^{er}, 2°, 3°, 4°, 5° et 8°, de l'article 1410 du Code judiciaire, ou sur des montants échus non encore versés de ces mêmes prestations.

§ 6. La décision de récupération est exécutée après un délai de trois mois à partir de la notification visée au paragraphe 2.

Lorsque le bénéficiaire a introduit une demande en renonciation avant l'expiration de ce délai de trois mois, la récupération est suspendue jusqu'à ce que le comité de renonciation visé à l'article 43/52 ait statué sur la demande.

Si la demande en renonciation visée à l'alinéa 2 est introduite au-delà du délai de trois mois suivant la notification de l'indu, la récupération des sommes indues est entamée ou poursuivie jusqu'à ce que le comité de renonciation visé à l'article 43/52 ait pris une décision contraire. ».

Art. 22. Dans le Livre III^{quater}, inséré par l'article 2, il est inséré un titre V intitulé " Voies de recours ".

Art. 23. Dans le titre V inséré par l'article 22, il est inséré un article 43/47 rédigé comme suit :

" Art. 43/47. Un recours contre la décision visée à l'article 43/40, 43/41, et 43/46, § 2, peut être introduit devant le tribunal du travail conformément à l'article 580, 6^oter, du Code judiciaire.

Sous peine d'irrecevabilité, ce recours est introduit dans un délai de trois mois à dater de la notification de la décision contestée.

Aucun recours n'est possible contre une décision de renoncer ou non à une récupération visée à l'article 43/45.

Dans les affaires pour lesquelles un expert médical est désigné, les provisions, les honoraires et les frais de cet expert, contenus dans le relevé qu'il établit conformément aux dispositions du Code judiciaire, sont indiqués en appliquant le tarif fixé par le Roi. "

Art. 24. Dans le Livre III^{quater}, inséré par l'article 2, il est inséré un titre VI intitulé « Financement des organismes assureurs wallons ».

Art. 25. Dans le titre VI inséré par l'article 24, il est inséré un article 43/48 rédigé comme suit :

« Art. 43/48. § 1^{er}. L'enveloppe budgétaire relative aux organismes assureurs wallon couvre :

1° les sommes destinées aux paiements de l'allocation pour l'aide aux personnes âgées;

2° la subvention globale destinée à couvrir les frais de gestion des organismes assureurs wallons.

Le Gouvernement arrête les modalités de révision de l'enveloppe budgétaire en fonction de paramètres qu'il définit.

§ 2. L'Agence :

1° distribue les sommes visées au paragraphe 1^{er}, 1°, aux organismes assureurs wallons;

2° répartit la subvention globale visée au paragraphe 1^{er}, 2°, entre organismes assureurs wallons selon les modalités définies par le Gouvernement.

En ce qui concerne l'alinéa 1^{er}, 1°, le surplus des sommes destinées au paiement des allocations pour l'aide aux personnes âgées est reversé à l'Agence dans le délai et selon les modalités fixés par le Gouvernement.

§ 3. Les montants visés au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, 1° et 2°, sont :

1° versés sur des comptes séparés ouverts au nom des organismes assureurs wallons;

2° utilisés par les organismes assureurs wallons aux fins exclusives pour lesquelles elles ont été réparties.

§ 4. Les organismes assureurs wallons enregistrent les opérations financières de manière distincte et suivant un plan comptable déterminé par le Gouvernement. ».

Art. 26. Dans le même titre VI, il est inséré un article 43/49 rédigé comme suit :

« Art. 43/49. § 1^{er}. Le Gouvernement arrête le montant de la subvention globale destinée à financer les frais de gestion des organismes assureurs wallons.

Ce montant évolue dans le temps, selon les modalités arrêtées par le Gouvernement.

§ 2. Le Gouvernement détermine les modalités de calcul de la part de chaque organisme assureur wallon dans la subvention globale destinée à financer les frais de gestion des organismes assureurs wallons en tenant compte :

1° d'un critère quantitatif lié à la charge de travail des organismes assureurs wallons;

2° d'un critère qualitatif lié à l'évaluation de la qualité des prestations des organismes assureurs wallons.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, les quatre premières années suivant la date d'entrée en vigueur du présent décret, la subvention globale destinée à financer les frais d'administration est répartie entre les organismes assureurs wallons sur la base du seul critère quantitatif. ».

Art. 27. Dans le même titre VI, il est inséré un article 43/50 rédigé comme suit :

« Art. 43/50. Le Gouvernement détermine les cas dans lesquels les organismes assureurs wallons délaissent à charge de la Région wallonne, les montants des indus irrécouvrables ou pour lesquels il est renoncé au recouvrement. ».

Art. 28. Dans le titre VI inséré par l'article 24, il est inséré un article 43/51 rédigé comme suit :

« Art. 43/51. L'Agence impose la rectification des écritures comptables et compense sur les versements à venir les montants des allocations indues imputées à charge de la Région wallonne en dehors des hypothèses visées à l'article 43/50. ».

Art. 29. Dans le Livre III^{quater}, inséré par l'article 2, il est inséré un titre VII intitulé « Conseil de la gestion de l'allocation pour l'aide aux personnes âgées et comité de renonciation ».

Art. 30. Dans le titre VII, inséré par l'article 29, il est inséré un article 43/52 rédigé comme suit :

« Art. 43/52. Il est institué un Conseil de la gestion de l'allocation pour l'aide aux personnes âgées et un comité de renonciation.

Le Gouvernement fixe la composition, le mode de fonctionnement ainsi que les missions du Conseil et du comité.

Le Conseil informe les comités de branche « Handicap » et « Bien-être et santé » de l'Agence des décisions administratives et budgétaires relatives à l'application des dispositions du présent Livre.

Une fois par an, le Conseil rend un rapport d'activités aux comités de branche " Handicap " et " Bien-être et santé " de l'Agence. ».

Art. 31. Dans le Livre III^{quater}, inséré par l'article 2, il est inséré un titre VIII intitulé " Échange d'informations ».

Art. 32. Dans le titre VIII inséré par l'article 31, il est inséré un article 43/53 rédigé comme suit :

« Art. 43/53. Si un organisme assureur wallon constate qu'un autre organisme assureur wallon est devenu compétent pour payer les allocations, il transmet immédiatement à cet autre organisme assureur wallon toutes les informations nécessaires afin que ce dernier puisse exercer sa compétence.

L'échange des données se déroule par la voie électronique. ».

Art. 33. Dans le Livre III^{quater}, inséré par l'article 2, il est inséré un titre IX intitulé " La protection de la vie privée ».

Art. 34. Dans le titre IX inséré par l'article 33, il est inséré un article 43/54 rédigé comme suit :

« Art. 43/54. § 1^{er}. Le traitement des données à caractère personnel a lieu avec pour seule finalité d'exécuter les missions de paiement des allocations des organismes assureurs wallons et les missions de l'Agence de contrôle de l'application des dispositions relatives au dispositif de gestion et de paiement des allocations.

§ 2. Les organismes assureurs wallons et l'Agence sont, chacun, responsables du traitement pour les traitements de données qu'ils réalisent dans le cadre de l'exercice des missions de service public qui leur sont respectivement confiées par le présent Livre.

Les données des dossiers relatifs aux demandes d'allocations qui n'ont pas donné lieu à un paiement sont, pour autant que la prescription n'ait pas été interrompue par les intéressés, conservées cinq années à dater du dernier jour du trimestre au cours duquel la demande d'allocations a été introduite.

Les données des dossiers clôturés relatifs à des demandes d'allocations ayant donné lieu à au moins un paiement, les données dans les dossiers ouverts, les documents comptables et assimilés sont, pour autant que la prescription n'ait pas été interrompue par les intéressés, conservés sept années à compter du 31 décembre de l'année au cours de laquelle le dossier est clôturé. ».

Art. 35. Dans le Livre III^{quater}, inséré par l'article 2, il est inséré un titre X intitulé " Contrôle ".

Art. 36. Dans le titre X, inséré par l'article 35, il est inséré un article 43/55 rédigé comme suit :

« Art. 43/55. L'article 43/21 est applicable au contrôle du respect des dispositions du présent Livre. ».

Art. 37. Dans le titre X, inséré par l'article 35, il est inséré un article 43/56 rédigé comme suit :

« Art. 43/56. L'Agence est chargée du contrôle de l'application des dispositions réglementaires relatives au dispositif de gestion et de paiement des allocations pour l'aide aux personnes âgées.

A cet effet, l'Agence :

1° surveille l'exécution des dispositions du présent Livre;

2° procède aux différents types de contrôles récurrents et *ad hoc* en l'occurrence le contrôle de la gestion administrative des dossiers par les organismes assureurs wallons et de l'évaluation du manque ou de la réduction d'autonomie tel que visé à l'article 43/36 et le contrôle des conditions de la renonciation visée à l'article 43/45.

Le contrôle de la qualité des décisions est effectué par l'Agence de manière régulière et aléatoire.

L'Agence contrôle la bonne application des règles de versement des allocations sur la base des informations d'activités et des informations financières transmises de façon régulière par les organismes assureurs wallons.

Les organismes assureurs wallons fournissent à l'Agence, dans les délais fixés par le Gouvernement, tous les renseignements, informations ou documents qu'elle leur demande, à condition que ceux-ci soient nécessaires pour l'exercice de la mission légale de contrôle, selon les modalités déterminées par le Gouvernement.

Le Gouvernement détermine les modalités de ces différents types de contrôles exercés par l'Agence ainsi que le modèle pour la communication du rapportage financier et statistique. ».

Art. 38. Dans le Livre III*quater*, inséré par l'article 2, il est inséré un titre XI intitulé " Disposition transitoire ".

Art. 39. Dans le titre XI, inséré par l'article 38, il est inséré un article 43/57 rédigé comme suit :

« Art. 43/57. § 1^{er}. Les personnes bénéficiant de l'allocation pour l'aide aux personnes âgées en vertu de la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux personnes handicapées, avant l'adoption du présent livre continuent à la percevoir, au montant liquidé à la date d'entrée en vigueur du présent livre, jusqu'à ce que, à l'occasion d'une révision ou à leur demande, une décision en application du présent Livre soit prise.

§ 2. Par dérogation au présent Livre, la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux personnes handicapées continue à s'appliquer pour toute demande d'allocation introduite avant le 1^{er} janvier 2021 et pour laquelle une décision de refus ou d'octroi n'a pas encore été prise en vertu de cette loi jusqu'à la décision de refus ou d'octroi qui clôture la demande. ».

CHAPITRE III. — *Modifications de la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux personnes handicapées*

Art. 40. A l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux personnes handicapées, remplacé par la loi du 22 décembre 1989 et modifié la loi du 24 décembre 2002, les mots " et l'allocation pour l'aide aux personnes âgées " sont abrogés.

Art. 41. Dans l'article 2 de la même loi, remplacé par la loi du 24 décembre 2002, le paragraphe 3 est abrogé.

Art. 42. Dans l'article 6 de la même loi, remplacé par la loi du 24 décembre 2002, le paragraphe 3 est abrogé.

Art. 43. A l'article 7, § 1^{er}, alinéa 3, deuxième phrase, de la même loi, remplacé par la loi du 9 juillet 2004, les mots " ou d'une allocation pour l'aide aux personnes âgées " sont abrogés.

Art. 44. L'article 8, § 1^{er}, aliéna 4, de la même loi est abrogé.

CHAPITRE IV. — *Modification du Code judiciaire*

Art. 45. Dans l'article 1410, § 4, alinéa 1^{er}, du Code judiciaire, modifié en dernier lieu par la loi du 7 mai 2019, les mots « et en vue du paiement des allocations pour l'aide aux personnes âgées à dater du 1^{er} janvier 2021 » sont insérés entre les mots « à dater du 1^{er} janvier 2015 » et les mots « peuvent être récupérés d'office ».

CHAPITRE V. — *Disposition finale*

Art. 46. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} janvier 2021.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 1^{er} octobre 2020.

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Vice-Président et Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation,
du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,
W. BORSUS

Le Vice-Président et Ministre du Climat, de l'Énergie et de la Mobilité,
Ph. HENRY

La Vice-Présidente et Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale,
de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,
Ch. MORREALE

Le Ministre du Budget et des Finances, des Aéroports et des Infrastructures sportives,
J.-L. CRUCKE

Le Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,
P.-Y. DERMAGNE

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative,
en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,
V. DE BUE

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,
C. TELLIER

—
Note

(1) Session 2019-2020.

Documents du Parlement wallon, 228 (2019-2020) N^{os} 1 à 5.

Compte rendu intégral, séance plénière du 30 septembre 2020.

Discussion.

Vote.

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2020/204147]

1 OKTOBER 2020. — Decreet betreffende de tegemoetkoming voor hulp aan bejaarden en houdende wijziging van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid (1)

Het Waalse Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepaling*

Artikel 1. Dit decreet regelt een in artikel 128 van de Grondwet bedoelde aangelegenheid, overeenkomstig artikel 138 ervan.

HOOFDSTUK II. — *Invoeging van een Boek IIIquater in Deel 1 van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid*

Art. 2. In Deel 1 het Waalse Wetboek van sociale Actie en Gezondheid, wordt een Boek IIIquater, met als opschrift "Tegemoetkoming voor hup aan bejaarden", ingevoegd.

Art. 3. In hetzelfde Boek, ingevoegd bij artikel 2, wordt een titel I ingevoegd met als opschrift "Begripsomschrijvingen".

Art. 4. In Titel I, ingevoegd bij artikel 3, wordt een artikel 43/32 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 43/32. Voor de toepassing van dit Boek wordt verstaan onder:

1° de tegemoetkoming: de tegemoetkoming voor hulp aan bejaarden toegekend aan de gehandicapte persoon die ten minste 65 jaar oud is en bij wie een gebrek aan of een vermindering van zelfredzaamheid is vastgesteld;

2° de woonplaats: het adres dat is ingeschreven in het bevolkingsregister of in het vreemdelingenregister van een gemeente gelegen op het grondgebied van het Franse taalgebied;

3° de aanvrager: degene die een tegemoetkomingsaanvraag indient, die bij een Waalse verzekeringsinstelling is aangesloten of die bij de laatst bekende Waalse verzekeringsinstelling is aangesloten en die, in voorkomend geval door middel van een referentieadres in de zin van artikel 20, lid 3, van het koninklijk besluit van 16 juli 1992 betreffende de bevolkingsregisters en het vreemdelingenregister, op het grondgebied van het Franse taalgebied woont, onverminderd de bepalingen inzake het Europese vrije verkeer en de toepasselijke bilaterale verdragen inzake sociale zekerheid;

4° de Waalse verzekeringsinstellingen: de in artikel 43/3, § 1, bedoelde Waalse verzekeringsinstellingen;

5° de gecoördineerde wet van 14 juli 1994: de wet van 14 juli 1994 betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en tegemoetkomingen, gecoördineerd op 14 juli 1994;

6° de vertegenwoordiger: ofwel:

a) de wettelijke of rechterlijke vertegenwoordiger;

b) de mandataris;

c) de persoon met een onderhandse volmacht;

7° de administratieve dienst: elke dienst die informatie verstrekt aan de Waalse verzekeringsinstelling."

Art. 5. In Boek IIIquater, ingevoegd bij artikel 2, wordt een titel II ingevoegd met als opschrift "Regeling m.b.t. de tegemoetkoming voor hulp aan bejaarden".

Art. 6. In Titel II, ingevoegd bij artikel 5, wordt een artikel 43/33 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 43/33. De betaling van de tegemoetkoming voor hulp aan bejaarden wordt toegekend aan de aanvrager die de in artikel 43/35 bedoelde voorwaarden vervult, die ten minste 65 jaar oud is en bij wie een gebrek aan of een vermindering van zelfredzaamheid is vastgesteld."

Art. 7. In dezelfde Titel II wordt een artikel 43/34 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 43/34. De betaling van de tegemoetkoming kan niet worden gecumuleerd met een van de volgende tegemoetkomingen:

1° een inkomensvervangende tegemoetkoming of een integratietoelage betaald krachtens de wet van 27 februari 1987 betreffende de tegemoetkomingen aan gehandicapten;

2° een gewone of bijzondere tegemoetkoming betaald krachtens de wet van 27 juni 1969 betreffende het toekennen van tegemoetkomingen aan mindervaliden;

3° een tegemoetkoming voor hulp van derde betaald krachtens de wet van 27 juni 1969 betreffende het toekennen van tegemoetkomingen aan mindervaliden;

4° een aanvullende tegemoetkoming of een tegemoetkoming ter aanvulling van het gewaarborgd inkomen voor bejaarden betaald krachtens de wet van 27 juni 1969 betreffende het toekennen van tegemoetkomingen aan mindervaliden.

In afwijking van het eerste lid blijft de aanvrager die een tegemoetkoming als bedoeld in een van de in het eerste lid genoemde categorieën ontvangt, deze tegemoetkoming ontvangen totdat bij een op zijn verzoek of ambtshalve verrichte herziening een beslissing op grond van dit boek is genomen ten aanzien van hem en die voor hem gunstiger is."

Art. 8. In dezelfde Titel II wordt een artikel 43/35 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 43/35. § 1. De tegemoetkoming kan alleen worden toegekend aan een aanvrager die ofwel:

1° Belg is;

2° onderdaan is van een lidstaat van de Europese Unie;

3° een persoon is die onder de Euro-mediterrane associatieovereenkomsten met Marokko, Algerije, Turkije of Tunesië valt en die voldoet aan de voorwaarden van Verordening (EG) nr. 883/2004 van het Europees Parlement en de Raad van 29 april 2004 betreffende de coördinatie van de socialezekerheidsstelsels, hierna "Verordening nr. 883/2004" genoemd;

4° staatloos is krachtens het Verdrag betreffende de status van staatlozen, ondertekend te New York op 28 september 1954 en goedgekeurd bij de wet van 12 mei 1960;

5° een vluchteling is als bedoeld in artikel 49 van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen;

6° een onderdaan is van IJsland, Liechtenstein, Noorwegen of Zwitserland, die voldoet aan de voorwaarden van Verordening nr. 883/2004;

7° de echtgenoot, de wettelijk samenwonende partner of een ander gezinslid is in de zin van Verordening 883/2004, van een persoon als bedoeld in de categorieën omschreven in 1° tot en met 5°, of van een onderdaan van een staat als omschreven in de categorie omschreven in 6°, die zelf geen onderdaan van die staten zijn

8° uitgesloten is van de categorieën bepaald in 1° tot 7°, maar die tot de leeftijd van 21 jaar genoten heeft van de verhoging van de kinderbijslag voorzien in artikel 47, § 1, van de gecoördineerde wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders, of in artikel 20, § 2, van het koninklijk besluit van 8 april 1976 houdende regeling van de gezinsbijslag ten voordele van de zelfstandigen.

In overeenstemming met het eerste lid, 7°, wordt onder "gezinslid van de onderdaan" verstaan de minderjarige kinderen, alsmede de meerderjarige kinderen, de vader, de moeder, de schoonvader en de schoonmoeder die ten laste van de onderdaan komen. Een persoon die onder hetzelfde dak woont als de onderdaan en die wordt beschouwd als een persoon ten laste van de onderdaan in de zin van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en tegemoetkomingen, gecoördineerd op 14 juli 1994, wordt beschouwd als een persoon ten laste van de onderdaan.

§ 2. De Regering kan, onder door haar vastgestelde voorwaarden, de toepassing van deze bepaling uitbreiden tot andere dan de in paragraaf 1 genoemde categorieën personen.

§ 3. Indien een persoon aan wie de tegemoetkoming is toegekend, niet meer voldoet aan de in de paragrafen 1 of 2 genoemde voorwaarden, wordt het recht op deze tegemoetkoming ingetrokken. Wanneer hij opnieuw aan deze voorwaarden voldoet, kan hij een nieuwe aanvraag indienen.

§ 4. De persoon die meer dan 90 opeenvolgende dagen per kalenderjaar afwezig is in België, is verplicht om zijn Waalse verzekeringsinstelling ten minste één maand voor zijn vertrek op de hoogte te brengen, met vermelding van de vermoedelijke duur van het verblijf in het buitenland, de redenen voor dat verblijf en het verstrekken van een levensbewijs op eigen initiatief elk jaar.

§ 5. De Regering kan de wijze bepalen waarop de controle op de naleving van deze bepaling wordt uitgevoerd."

Art. 9. In Boek III^{quater}, ingevoegd bij artikel 2, wordt een titel III ingevoegd met als opschrift "Bedrag van de tegemoetkoming".

Art. 10. In Titel III, ingevoegd bij artikel 9, wordt een artikel 43/36 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 43/36. De Regering bepaalt in welke mate, volgens welke criteria, op welke wijze en door wie het gebrek aan of een vermindering van zelfredzaamheid is vastgesteld."

Art. 11. In dezelfde Titel III wordt een artikel 43/37 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 43/37. § 1. Het bedrag van de tegemoetkoming varieert naar gelang van de zelfredzaamheid van de begunstigde, zoals bepaald in de in artikel 43/36 bedoelde beoordeling, en naar gelang van de categorie waartoe de begunstigde behoort:

1° tot categorie 1 behoort de gehandicapte waarvan de zelfredzaamheid is vastgesteld op 7 of 8 punten; hij ontvangt een tegemoetkoming voor hulp aan bejaarden ten bedrage van 1.062,55 euro;

2° tot categorie 2 behoort de gehandicapte waarvan de zelfredzaamheid is vastgesteld op 9 of 11 punten; hij ontvangt een tegemoetkoming voor hulp aan bejaarden ten bedrage van 4.056,00 euro;

3° tot categorie 3 behoort de gehandicapte waarvan de zelfredzaamheid is vastgesteld op 12 of 14 punten; hij ontvangt een tegemoetkoming voor hulp aan bejaarden ten bedrage van 4.931,45 euro;

4° tot categorie 4 behoort de gehandicapte waarvan de zelfredzaamheid is vastgesteld op 15 of 16 punten; hij ontvangt een tegemoetkoming voor hulp aan bejaarden ten bedrage van 5.806,63 euro;

5° tot categorie 5 behoort de gehandicapte waarvan de zelfredzaamheid is vastgesteld op 17 of 18 punten; hij ontvangt een tegemoetkoming voor hulp aan bejaarden ten bedrage van 7.132,63 euro.

De in dit artikel bedoelde bedragen zijn gekoppeld aan het indexcijfer van de consumptieprijzen 107,20 (basis 2013=100) overeenkomstig de bepalingen van de wet van 2 augustus 1971 houdende inrichting van een stelsel waarbij de wedden, lonen, pensioenen, toelagen en tegemoetkomingen ten laste van de openbare schatkist, sommige sociale tegemoetkomingen, de bezoldigingsgrenzen waarmee rekening dient gehouden bij de berekening van sommige bijdragen van de sociale zekerheid der arbeiders, alsmede de verplichtingen op sociaal gebied opgelegd aan de zelfstandigen.

§ 2. Naast de zelfredzaamheid wordt het inkomen van het gezin, beoordeeld op basis van de resultaten van een onderzoek dat op de door de Regering vastgestelde wijze wordt uitgevoerd, in aanmerking genomen bij het bepalen van het bedrag van de tegemoetkoming. "

Art. 12. In dezelfde Titel III wordt een artikel 43/38 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 43/38. § 1. De tegemoetkoming wordt toegekend via de verrekening van het inkomen van het gezin.

De tegemoetkoming wordt slechts toegekend indien het bedrag van het inkomen van de aanvrager en het bedrag van het inkomen van degene met wie hij/zij een gezin vormt, niet hoger is dan het bedrag van de in artikel 43/37 bedoelde tegemoetkomingen.

§ 2. De Regering bepaalt wat wordt bedoeld met het in aanmerking te nemen inkomen en door wie, volgens welke criteria en op welke wijze het bedrag wordt vastgesteld.

De Regering kan bepalen dat bepaalde inkomsten of delen van inkomsten niet of slechts gedeeltelijk in aanmerking worden genomen, onder de door de haar vastgestelde voorwaarden. Daartoe kan zij een onderscheid maken op basis van:

1° de gezinssamenstelling van de aanvrager;

2° de leden van het gezin voor wie het inkomen wordt bepaald;

3° de bron van het inkomen.

§ 3. De aanvrager en degene met wie hij een gezin vormt, moeten hun rechten doen gelden:

1° op de tegemoetkomingen en vergoedingen waarop zij recht hebben krachtens een andere Belgische of buitenlandse wetgeving of krachtens regels die van toepassing zijn op het personeel van een openbare internationale instelling, en die gebaseerd zijn op een beperking van de verdien capaciteit, een gebrek aan of een vermindering van zelfredzaamheid of op de artikelen 1382 en volgende van het Burgerlijk Wetboek betreffende de burgerlijke aansprakelijkheid;

2° sociale tegemoetkomingen m.b.t. ziekte en invaliditeit, werkloosheid, arbeidsongevallen, beroepsziekten, ouderdoms- en overlevingspensioenen, inkomensgarantie voor ouderen en gewaarborgd inkomen voor ouderen.

§ 4. Voor de toepassing van deze bepaling wordt onder gezin verstaan elke samenwoning van twee personen die geen bloed- of aanverwant zijn in de eerste, tweede of derde graad.

Het bestaan van een gezin wordt vermoed wanneer twee personen die geen bloed- of aanverwant zijn in de eerste, tweede of derde graad hun hoofdverblijfplaats op hetzelfde adres hebben. Het tegenbewijs kan met alle mogelijke middelen worden geleverd door de aanvrager.

Wanneer een van de leden van het gezin wordt vastgehouden in een gevangenis of een instelling voor sociale bescherming, houdt het gezin op te bestaan voor de duur van de detentie.

§ 5. De in paragraaf 1 bedoelde tegemoetkoming kan aan de aanvrager worden toegekend als voorschot op de in paragraaf 3 bedoelde tegemoetkomingen en vergoedingen.

De Regering bepaalt onder welke voorwaarden, volgens welke modaliteiten en tot welk bedrag deze voorschotten kunnen worden toegekend en hoe ze moeten worden teruggevorderd. De Waalse verzekeringsinstelling treedt in de rechten van de begunstigde tot het bedrag van de betaalde voorschotten. In voorkomend geval vordert hij de voorschotten op de tegemoetkomingen en vergoedingen terug van de begunstigde.”.

Art. 13. In Boek III^{quater}, ingevoegd bij artikel 2, wordt een Titel IV ingevoegd, met als opschrift “Procedure”.

Art. 14. In Titel IV, ingevoegd bij artikel 13, wordt artikel 43/39 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. 43/39. § 1. De aanvraag tot uitbetaling van de tegemoetkoming voor hulp aan bejaarden wordt door de aanvrager, zijn vertegenwoordiger of een van de door de Regering aangewezen beroepsbeoefenaars ingediend bij zijn Waalse verzekeringsinstelling of bij de Waalse verzekeringsinstelling waarmee een overeenkomst voor het beheer van de hulp voor bejaarden is opgesteld.

De Regering bepaalt de modaliteiten voor het indienen van de aanvraag of de nieuwe aanvraag, alsook de datum waarop de beslissing tot toekenning of weigering van de Waalse verzekeringsinstelling van kracht wordt.

De Regering bepaalt in welke gevallen een nieuwe aanvraag kan worden ingediend en in welke gevallen het recht op de tegemoetkoming ambtshalve wordt herzien en op welke datum de herziening in werking treedt

De Regering bepaalt in welke gevallen een beslissing kan worden ingetrokken.

§ 2. Na verificatie van de voorwaarden bedoeld in de artikelen 43/33 tot en met 43/38, behandelt de Waalse verzekeringsinstelling de tegemoetkomingsaanvraag waarbij ze het inkomen van de begunstigde en van de persoon met wie hij een gezin vormt, berekent. De Regering bepaalt de termijnen waarbinnen de Waalse verzekeringsinstellingen de tegemoetkomingsaanvragen onderzoeken, met dien verstande dat deze niet langer mogen zijn dan zes maanden na de indiening van de aanvraag of de wijziging die aanleiding geeft tot de herziening.

De tegemoetkoming brengt alleen voor de aanvrager van rechtswege een intrest op vanaf de datum waarop zij verschuldigd is en op zijn vroegst vanaf de datum die voortvloeit uit het eerste lid. Deze interesten worden tegen de wettelijke rentevoet berekend. De gegevens die nodig zijn voor de berekening van de inkomsten, met inbegrip van nieuwe gegevens die aanleiding kunnen geven tot een wijziging van het bedrag van de tegemoetkoming, worden verzameld bij de Federale Pensioendienst, de pensioengegevensbank, de FOD Financiën of de instellingen die belast zijn met de betaling van de betrokken inkomsten, onverminderd de bepalingen van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de sociale zekerheid.

De Regering bepaalt de gegevens die nodig zijn voor de beoordeling van de voorwaarden m.b.t. de toekenning van de tegemoetkoming die door de aanvrager meegedeeld moeten worden, alsook de modaliteiten en termijnen voor de mededeling.

§ 3. In geval van opening van het recht op betaling van de tegemoetkoming wordt deze aan de begunstigde uitbetaald volgens de door de Regering vastgestelde regels.

De ten onrechte betaalde tegemoetkoming brengt van rechtswege een intrest op vanaf de datum van betaling indien de onverschuldigde betaling het gevolg is van fraude, bedrog of misleiding door de aanvrager.”.

Art. 15. In dezelfde titel IV wordt een artikel 43/40 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. 43/40. § 1. Overeenkomstig de door de Regering vastgestelde modaliteiten stelt de Waalse verzekeringsinstelling de aanvrager per gewone post en per aangetekende brief in kennis van de beslissing om de tegemoetkoming te herzien of te weigeren.

De beslissing tot toekenning, herziening of weigering van de tegemoetkoming bevat de volgende gegevens, op straffe van nietigheid:

1° de mogelijkheid om in beroep te gaan bij de bevoegde arbeidsrechtbank;

2° het adres van de bevoegde rechtbank;

3° de termijn en de modaliteiten voor het instellen van een beroep;

4° de inhoud van de artikelen 728 en 1017 van het Gerechtelijk Wetboek;

5° de referenties van het dossier en van de dienst die het beheert;

6° de mogelijkheid om opheldering te verkrijgen omtrent de beslissing bij de dienst die het dossier beheert of bij een aangewezen informatiedienst;

7° de details van de gegevens met betrekking tot de in aanmerking genomen inkomsten, alsook de identificatie van de dienst of instelling die de gegevens heeft verstrekt.

Indien de beslissing niet de in lid 1 bedoelde informatie bevat, begint de beroepstermijn niet te lopen.

§ 2. Wanneer vastgesteld wordt dat de beslissing aangetast is door een juridische of materiële vergissing, neemt de Waalse verzekeringsinstelling op eigen initiatief een nieuwe beslissing die uitwerking heeft op de datum waarop de verbeterde beslissing had moeten ingaan, onverminderd de wettelijke en reglementaire bepalingen inzake verjaring.

De nieuwe beslissing treedt in werking, in geval van een vergissing van de administratieve dienst of de Waalse verzekeringsinstelling, op de eerste dag van de maand die volgt op de kennisgeving, indien het recht op betaling van de tegemoetkoming lager is dan het oorspronkelijk erkende recht.

Onverschuldigde betalingen als gevolg van een aan de Waalse verzekeringsinstelling toe te schrijven fout zijn voor rekening van deze laatste.”.

Art. 16. In dezelfde Titel IV wordt een artikel 43/41 ingevoegd, luidend als volgt:

”Art. 43/41. Indien uit de kwaliteitscontrole van een beslissing blijkt dat ze onjuist is, wordt de aanvrager volgens de door de Regering vastgestelde modaliteiten opnieuw in kennis gesteld van het recht op of de weigering van betaling van de tegemoetkoming.”.

Art. 17. In dezelfde Titel IV wordt een artikel 43/42 ingevoegd, luidend als volgt:

”Art. 43/42. De Regering bepaalt de gevallen waarin de tegemoetkoming geheel of gedeeltelijk wordt geschorst ten aanzien van begunstigen die in penitentiaire inrichtingen worden vastgehouden of die in inrichting tot Bescherming van de Maatschappij worden geïnterneerd, alsmede de duur van de schorsing.”.

Art. 18. In dezelfde Titel IV wordt een artikel 43/43 ingevoegd, luidend als volgt:

”Art. 43/43. De Regering stelt de vervallen en niet-uitbetaalde termijnen vast van de tegemoetkomingen die na het overlijden van de begunstigde kunnen worden betaald, de natuurlijke personen aan wie zij worden betaald, de volgorde waarin deze personen hun recht kunnen uitoefenen en de formaliteiten die in acht moeten worden genomen, alsmede de termijn voor de indiening van de aanvraag.”.

Art. 19. In dezelfde Titel IV wordt een artikel 43/44 ingevoegd, luidend als volgt:

”Art. 43/44. De informatie die door de Waalse verzekeringsinstelling in elektronische vorm wordt verzameld, opgeslagen of gereproduceerd, heeft bewijskracht op voorwaarde dat ze is geregistreerd, opgeslagen of gereproduceerd in overeenstemming met het koninklijk besluit van 7 december 2016 over de bewijskracht van de gegevens die door de instellingen van sociale zekerheid worden verwerkt.”.

Art. 20. In dezelfde Titel IV wordt een artikel 43/45 ingevoegd, luidend als volgt:

”Art. 43/45. De Regering voorziet in de gevallen waarin de Waalse verzekeringsinstelling automatisch afziet van de terugvordering van ten onrechte betaalde tegemoetkomingen.

De Regering stelt een verzakingscomité als bedoeld in artikel 43/52 in, dat geheel of gedeeltelijk kan afzien van de terugvordering van ten onrechte betaalde tegemoetkomingen voor de gevallen die op grond van het samengestelde dossier rente verdienen.

De Regering bepaalt de wijze waarop de aanvraag tot verzaking moet worden ingediend. De aanvraag tot verzaking is met redenen omkleed.”.

Art. 21. In dezelfde Titel IV wordt een artikel 43/46 ingevoegd, luidend als volgt:

”Art. 43/46. § 1. De terugvordering van ten onrechte betaalde tegemoetkomingen wordt voorgeschreven binnen twee jaar na de datum van betaling.

De in lid 1 bedoelde termijn wordt verlengd tot vijf jaar wanneer de ten onrechte bedragen zijn ontvangen als gevolg van frauduleuze praktijken of valse verklaringen.

§ 2. De terugvorderingsbeslissing wordt op straffe van nietigheid per aangetekende brief ter kennis van de debiteuren gebracht.

Deze zending vermeldt:

- 1° de vaststelling dat er onverschuldigde bedragen zijn betaald;
- 2° het totale bedrag van wat onverschuldigd is betaald, alsmede de berekeningswijze ervan;
- 3° de inhoud en de referenties van de bepalingen in strijd waarmee de betalingen zijn gedaan;
- 4° de in aanmerking genomen verjaringstermijn en, indien deze niet twee jaar bedraagt, de rechtvaardiging daarvan, alsmede de stuiting van de verjaringstermijn door de neerlegging van de aangetekende brief;
- 5° de mogelijkheid om in beroep te gaan bij de bevoegde arbeidsrechtbank;
- 6° het adres van de bevoegde rechtbank;
- 7° de termijn en de modaliteiten voor het instellen van een beroep;
- 8° de inhoud van de artikelen 728 en 1017 van het Gerechtelijk Wetboek;
- 9° de referenties van het dossier en de mogelijkheid om opheldering te verkrijgen omtrent de beslissing bij de dienst die het dossier beheert of bij een aangewezen voorlichtingsdienst;
- 10° de mogelijkheid om een met redenen omkleed voorstel tot terugbetaling in schijven voor te leggen;
- 11° de mogelijkheid voor de gehandicapte persoon om bij het in artikel 43/52 bedoelde verzakingscomité een verzoek in te dienen om af te zien van ten onrechte betaalde tegemoetkomingen, tenzij de ten onrechte betaalde tegemoetkoming het gevolg is van fraude, bedrog of misleiding.

Indien de beslissing de in het tweede lid genoemde vermeldingen niet bevat, gaat de termijn om een beroep in te stellen niet in.

§ 3. De verjaringstermijn wordt onderbroken door de indiening van de aangetekende brief, door een gerechtelijke procedure, door terugvordering, door vrijwillige terugbetaling verricht door de begunstigde.

§ 4. In geval van onverschuldigde betaling van tegemoetkomingen gaan de Waalse verzekeringsinstelling over tot terugvordering van de bedragen overeenkomstig paragraaf 1.

Onverminderd het recht om ze te innen door de gewone rechtsmiddelen, mogen de Waalse verzekeringsinstellingen met inachtneming van artikel 1410, § 4, van het Gerechtelijk Wetboek, de sommen die moeten betaald worden als ten onrechte ontvangen tegemoetkomingen door de personen aan wie de tegemoetkomingen verschuldigd zijn of moeten worden uitgekeerd, van het bedrag der verdere tegemoetkomingen afhouden.

Indien de verschuldigde maar nog niet betaalde bedragen groter zijn dan het onverschuldigde bedrag, wordt het verschil tussen de achterstand en de schuld aan de begunstigde betaald.

§ 5. Indien de Waalse verzekeringsinstelling de onverschuldigd betaalde tegemoetkomingen niet kan terugvorderen, kan de terugvordering op haar verzoek geschieden door een dienst of orgaan dat een van de in artikel 1410, eerste, tweede, derde, vierde, vijfde en achtste lid, van het Gerechtelijk Wetboek bedoelde tegemoetkomingen betaalt, of op verschuldigde maar nog niet betaalde bedragen van diezelfde tegemoetkomingen.

§ 6. De terugvorderingsbeslissing wordt uitgevoerd na een termijn van drie maanden vanaf de in paragraaf 2 bedoelde kennisgeving.

Wanneer de begunstigde vóór het verstrijken van deze termijn van drie maanden een aanvraag tot verzaking heeft ingediend, wordt de terugvordering geschorst totdat het in artikel 43/52 bedoelde verzakingscomité zich over de aanvraag heeft uitgesproken.

Indien de in lid 2 bedoelde aanvraag tot verzaking na de termijn van drie maanden na de kennisgeving van de onverschuldigde betaling wordt ingediend, wordt de terugvordering van de onverschuldigde betalingen ingeleid of voortgezet totdat het in artikel 43/52 bedoelde verzakingscomité een andersluidende beslissing heeft genomen.”

Art. 22. In Boek III^{quater}, ingevoegd bij artikel 2, wordt een titel V ingevoegd met als opschrift “Beroepsmidde-len”.

Art. 23. In Titel V, ingevoegd bij artikel 22, wordt een artikel 43/47 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. 43/47. Tegen de beslissing bedoeld in de artikelen 43/40, 43/41 en 43/46, § 2, kan overeenkomstig artikel 580, 6^oter, van het Gerechtelijk Wetboek beroep worden ingesteld bij de arbeidsrechtbank.

Op straffe van niet-ontvankelijkheid moet dit beroep worden ingesteld binnen drie maanden na kennisgeving van de bestreden beslissing.

Tegen een beslissing om al dan niet af te zien van invordering als bedoeld in artikel 43/45 kan geen beroep worden ingesteld.

In de zaken waarin een medisch expert wordt aangewezen, worden de voorschotten, de erelonen en de kosten van deze expert, die vervat zijn in de nota die hij opstelt overeenkomstig de bepalingen van het Gerechtelijk Wetboek, vermeld met toepassing van het door de Koning vastgestelde tarief.”

Art. 24. In Boek III^{quater}, ingevoegd bij artikel 2 wordt een Titel VI ingevoegd met als opschrift “Financiering van de Waalse verzekeringsinstellingen”.

Art. 25. In Titel VI, ingevoegd bij artikel 24, wordt een artikel 43/48 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. 43/48. § 1. De begrotingsenveloppe voor de Waalse verzekeringsinstellingen dekt:

- 1^o de bedragen die bestemd zijn voor de betaling van de tegemoetkoming voor hulp aan bejaarden;
- 2^o de globale subsidie die bestemd is om de beheerskosten van de Waalse verzekeringsinstellingen te dekken.

De Regering bepaalt de modaliteiten voor de herziening van de begrotingsenveloppe volgens de parameters die zij bepaalt.

§ 2. Het Agentschap:

- 1^o verdeelt de bedragen bedoeld in het eerste lid, 1^o, onder de Waalse verzekeringsinstellingen;
- 2^o verdeelt de globale subsidie bedoeld in paragraaf 1, 2^o, tussen de Waalse verzekeringsinstellingen volgens de door de Regering bepaalde modaliteiten.

Wat betreft het eerste lid, 1^o, wordt het overschot van de bedragen bestemd voor de betaling van de tegemoetkomingen voor hulp aan bejaarden teruggestort aan het Agentschap binnen de termijn en volgens de modaliteiten die de Regering bepaalt.

§ 3. De bedragen bedoeld in paragraaf 2, 1^o en 2^o, worden:

- 1^o gestort op afzonderlijke rekeningen op naam van Waalse verzekeringsinstellingen;
- 2^o door de Waalse verzekeringsinstellingen gebruikt voor de exclusieve doeleinden waarvoor ze werden toegewezen.

4. De Waalse verzekeringsinstellingen registreren de financiële verrichtingen afzonderlijk en volgens een boekhoudplan bepaald door de Regering.”.

Art. 26. In dezelfde Titel VI wordt een artikel 43/49 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. 43/49. § 1. De Regering bepaalt het bedrag van de globale subsidie die bestemd is om de beheerskosten van de Waalse verzekeringsinstellingen te dekken.

Dit bedrag evolueert in de tijd, volgens de modaliteiten bepaald door de Regering.

§ 2. De Regering bepaalt de berekeningswijze van het aandeel van elke Waalse verzekeringsinstelling in de totale subsidie voor de financiering van de beheerskosten van de Waalse verzekeringsinstellingen, rekening houdende met:

- 1^o een kwantitatief criterium dat verband houdt met de werklast van de Waalse verzekeringsinstellingen;
- 2^o een kwalitatief criterium dat verband houdt met de evaluatie van de kwaliteit van de prestaties van de Waalse verzekeringsinstellingen.

In afwijking van het eerste lid, wordt, de vier eerste jaren na de datum van inwerkingtreding van dit decreet, de globale subsidie bestemd om de administratiekosten te financieren, verdeeld tussen de Waalse verzekeringsinstellingen op basis van het enige kwantitatief criterium.”.

Art. 27. In dezelfde Titel VI wordt een artikel 43/50 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. 43/50. De Regering bepaalt de gevallen waarin de Waalse verzekeringsinstellingen de bedragen van de oninvorderbare betalingen of waarvoor van terugvordering wordt afgezien, ten laste van het Waalse Gewest laten.”.

Art. 28. In Titel VI, ingevoegd bij artikel 24, wordt een artikel 43/51 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. 43/51. Het Agentschap legt de rechtzetting op van de boekingen en compenseert op de komende stortingen de bedragen van de onverschuldigde tegemoetkomingen aangerekend ten laste van het Waalse Gewest buiten de hypothesen bedoeld in artikel 43/50.”.

Art. 29. In Boek III^{quater}, ingevoegd bij artikel 2, wordt een titel VII ingevoegd met als opschrift “Raad voor het beheer van de hulp aan bejaarden en verzakingscomité”.

Art. 30. In Titel VII, ingevoegd bij artikel 29, wordt een artikel 43/52 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 43/52. Er wordt een Raad voor het beheer van de hulp aan bejaarden en verzakingscomité opgericht.

De Regering bepaalt de samenstelling, de werkwijze en de taken van de Raad en het comité.

De Raad informeert de branchecomités "Handicap" en "Welzijn en Gezondheid" van het Agentschap over de administratieve en budgettaire beslissingen met betrekking tot de toepassing van de bepalingen van dit Boek.

Eenmaal per jaar legt de Raad een activiteitenverslag voor aan de branchecomités "Handicap" en "Welzijn en Gezondheid" van het Agentschap.

Art. 31. In Boek III^{quater}, ingevoegd bij artikel 2, wordt een titel VIII ingevoegd met als opschrift "Uitwisseling van informatie".

Art. 32. In Titel VIII, ingevoegd bij artikel 31, wordt een artikel 43/53 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 43/53. Indien een Waalse verzekeringsinstelling vaststelt dat een andere Waalse verzekeringsinstelling bevoegd is geworden om de tegemoetkomingen te betalen, deelt zij die andere Waalse verzekeringsinstelling onmiddellijk alle informatie mee die zij nodig heeft om haar bevoegdheid te kunnen uitoefenen.

De uitwisseling van gegevens vindt plaats langs elektronische weg."

Art. 33. In Boek III^{quater}, ingevoegd bij artikel 2, wordt een titel IX ingevoegd met als opschrift "Bescherming van de persoonlijke levenssfeer".

Art. 34. In Titel IX, ingevoegd bij artikel 33, wordt een artikel 43/54 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 43/54. § 1. De persoonsgegevens worden uitsluitend verwerkt met het oog op de uitvoering van de taken inzake de betaling van de tegemoetkomingen van de Waalse verzekeringsinstellingen en de taken van het Agentschap voor het toezicht op de toepassing van de bepalingen inzake het beheer en de betaling van de tegemoetkomingen.

§ 2. De Waalse verzekeringsinstellingen en het Agentschap zijn elk verantwoordelijk voor de verwerking van de gegevens die ze uitvoeren in het kader van de uitoefening van de taken van openbare dienst die hen respectievelijk door dit Boek zijn toevertrouwd.

De gegevens van de dossiers betreffende aanvragen voor tegemoetkomingen die geen aanleiding hebben gegeven tot een betaling, worden, mits de verjaringstermijn niet is gestuit door de betrokkenen, bewaard gedurende vijf jaar vanaf de laatste dag van het kwartaal waarin de aanvraag voor tegemoetkomingen is ingediend.

De gegevens in de afgesloten dossiers betreffende de aanvragen voor tegemoetkomingen die aanleiding hebben gegeven tot minstens een betaling, de gegevens in de geopende dossiers, de boekhoudkundige stukken en daarmee gelijkgestelde stukken moeten, voor zover de verjaring niet door de belanghebbenden geschorst is, gedurende zeven jaar bewaard worden te rekenen van 31 december van het jaar waarin het dossier wordt afgesloten."

Art. 35. In Boek III^{quater}, ingevoegd bij artikel 2, wordt een titel V ingevoegd met als opschrift "Controle".

Art. 36. In Titel X, ingevoegd bij artikel 35, wordt een artikel 43/55 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 43/55. Artikel 43/21 is toepasselijk op de controle op de naleving van de bepalingen van dit Boek."

Art. 37. In Titel X, ingevoegd bij artikel 35, wordt een artikel 43/56 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 43/56. Het Agentschap is belast met het toezicht op de toepassing van de reglementaire bepalingen met betrekking tot de regelingen voor het beheer en de betaling van tegemoetkomingen voor hulp aan bejaarden.

Met het oog hierop:

1° houdt het Agentschap toezicht op de uitvoering van de bepalingen van dit Boek;

2° voert het Agentschap de verschillende soorten terugkerende en ad hoc controles uit, in dit geval de controle van het administratief beheer van de dossiers door de Waalse verzekeringsinstellingen en de evaluatie van het gebrek aan of de vermindering van de zelfredzaamheid bedoeld in artikel 43/36 en de controle van de voorwaarden van de verzekering bedoeld in artikel 43/45.

De controle van de kwaliteit van de beslissingen wordt door het Agentschap regelmatig en steekproefsgewijs uitgevoerd.

Het Agentschap ziet toe op de correcte toepassing van de regels voor de betaling van de tegemoetkomingen op basis van de activiteit en de financiële informatie die regelmatig door de Waalse verzekeringsinstellingen wordt doorgegeven.

De Waalse verzekeringsinstellingen verstrekken het Agentschap binnen de door de Regering vastgestelde termijnen alle inlichtingen, gegevens of documenten die het van hen vraagt, voor zover deze nodig zijn voor de uitoefening van de wettelijke controletaak, volgens de door de Regering vastgestelde modaliteiten.

De Regering bepaalt de modaliteiten van deze verschillende soorten controles die door het Agentschap worden uitgevoerd, alsook het model voor de mededeling van de financiële en statistische rapportage."

Art. 38. In boek III^{quater}, ingevoegd bij artikel 2, wordt een titel XI ingevoegd met als opschrift "Overgangsbepaling".

Art. 39. In Titel XI, ingevoegd bij artikel 38, wordt een artikel 43/57 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 43/57. § 1. Personen die de tegemoetkoming voor hulp aan bejaarden ontvangen krachtens de wet van 27 februari 1987 betreffende de tegemoetkomingen aan personen met een handicap, vóór de goedkeuring van dit boek, blijven deze ontvangen tegen het bedrag dat is vastgesteld op de datum van inwerkingtreding van dit boek, totdat, ter gelegenheid van een herziening of op hun verzoek, een beslissing in toepassing van dit boek wordt genomen.

§ 2. In afwijking van dit Boek blijft de wet van 27 februari 1987 betreffende de tegemoetkomingen aan personen met een handicap van toepassing op elke aanvraag voor een tegemoetkoming die vóór 1 januari 2021 is ingediend en waarvoor nog geen beslissing tot weigering of toekenning uit hoofde van deze wet is genomen tot de beslissing tot weigering of toekenning die de aanvraag afsluit."

HOOFDSTUK III. — *Wijzigingen in de wet van 27 februari 1987 betreffende de tegemoetkomingen aan personen met een handicap*

Art. 40. In artikel 1, eerste lid, van de wet van 27 februari 1987 betreffende de tegemoetkomingen aan personen met een handicap worden de woorden "de tegemoetkoming voor hulp aan bejaarden" opgeheven.

Art. 41. In artikel 2 van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 24 december 2002, wordt paragraaf 3 opgeheven.

Art. 42. In artikel 6 van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 24 december 2002, wordt paragraaf 3 opgeheven.

Art. 43. In artikel 7, § 1, derde lid, tweede zin, van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 9 juli 2004 worden de woorden "of een tegemoetkoming voor hulp aan bejaarden" opgeheven.

Art. 44. Artikel 8, § 1, vierde lid, wordt opgeheven.

HOOFDSTUK IV. — *Wijziging van het Gerechtelijk Wetboek*

Art. 45. In artikel 1410, § 4, eerste lid, van het Gerechtelijk Wetboek, laatst gewijzigd bij de wet van 7 mei 2019, worden de woorden "en voor de betaling van de tegemoetkomingen voor hulp aan bejaarden" ingevoegd tussen de woorden "vanaf 1 januari 2015" en de woorden "ambtshalve teruggevorderd worden".

HOOFDSTUK V. — *Slotbepalingen*

Art. 46. Dit decreet treedt in werking op 1 januari 2021.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 1 oktober 2020.

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Vice-Minister-President en Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,
W. BORSUS

De Vice-Minister-President en Minister van Klimaat, Energie en Mobiliteit,
Ph. HENRY

De Vice-Minister-President en Minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,
Ch. MORREALE

De Minister van Begroting en Financiën, Luchthavens en Sportinfrastructuren,
J.-L. CRUCKE

De Minister van Huisvesting, de Plaatselijke Besturen en het Stedenbeleid,
P.-Y. DERMAGNE

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging, belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,
V. DE BUE

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,
C. TELLIER

Nota

(1) Zitting 2019-2020.

Stukken van het Waals Parlement, 228 (2019-2020) Nrs. 1 tot 5.

Volledig verslag, plenaire vergadering van 30 november 2020.

Bespreking.

Stemming.

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2020/43321]

12 OKTOBER 2020. — **Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering houdende wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 24 juli 2020 houdende invoering van uitzonderlijke steun voor de cultuurwerkers**

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 20;

Gelet op de ordonnantie van 18 januari 2001 houdende organisatie en werking van Actiris, artikel 4, 12.;

Gelet op de wet van 29 mei 2020 houdende diverse dringende fiscale bepalingen ten gevolge van de Covid-19 pandemie, artikel 6;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 24 juli 2020 houdende invoering van uitzonderlijke steun voor de cultuurwerkers;

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2020/43321]

12 OCTOBRE 2020. — **Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 24 juillet 2020 instaurant une aide exceptionnelle pour les travailleurs intermittents de la culture**

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, notamment l'article 20 ;

Vu l'ordonnance du 18 janvier 2001 portant organisation et fonctionnement d'Actiris, l'article 4, 12. ;

Vu la loi du 29 mai 2020 portant diverses mesures fiscales urgentes en raison de la pandémie du Covid-19, article 6 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 24 juillet 2020 instaurant une aide exceptionnelle pour les travailleurs intermittents de la culture ;